

Distr.
GENERALE

A/C.3/43/WG.1/CRP.4/Add.15
6 octobre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-troisième session
TROISIEME COMMISSION
Point 12

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Projet de rapport du Groupe de travail à composition non limitée
chargé d'élaborer une convention internationale sur la protection
des droits de tous les travailleurs migrants et de leur famille

Président : M. Antonio GONZALEZ DE LEON (Mexique)

Vice-Président : M. Juhani LONNROTH (Finlande)

Additif

Article 72

1. Le Groupe de travail a examiné l'article 72 à ses 12e, 13e et 14e séances, les 4 et 5 octobre 1988, sur la base du texte suivant proposé par l'Espagne, la Finlande, la Grèce, l'Italie, le Maroc, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Yougoslavie (A/C.3/43/WG.1/CRP.5) :

Article 72

1. Le Comité examine les rapports présentés par chaque Etat partie à la présente Convention et transmet aux Etats parties intéressés les commentaires qu'il peut juger appropriés. Ces Etats parties peuvent soumettre au Comité des observations sur tout commentaire fait par le Comité conformément aux dispositions du présent article. Le Comité, lorsqu'il examine ces rapports, peut demander des renseignements supplémentaires aux Etats parties. Ceux-ci peuvent être invités à participer aux réunions du Comité.

2. Quatre-vingt-dix jours au moins avant l'ouverture de chaque session ordinaire du Comité, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmet au Directeur général du Bureau international du Travail tous les renseignements dont il dispose touchant l'application de la présente Convention, y compris les rapports et commentaires des Etats parties, dont il est question au paragraphe 1 du présent article.

3. Le Comité peut inviter les institutions spécialisées et d'autres organes des Nations Unies, ainsi que des organisations intergouvernementales et d'autres organes intéressés, à soumettre par écrit, pour examen par le Comité, des informations sur les questions traitées dans la Convention qui entrent dans leur domaine de compétence.

4. a) Le Bureau international du Travail est invité par le Comité à désigner deux représentants pour participer, sans droit de vote, aux délibérations du Comité.

b) Le Comité peut également inviter des représentants d'autres institutions spécialisées et d'autres organes des Nations Unies, ainsi que d'organisations intergouvernementales, à participer, à titre consultatif, à l'examen par le Comité de questions qui entrent dans leur domaine de compétence.

5. Le Comité présente chaque année à l'Assemblée générale des Nations Unies, pour information, un rapport résumant ses commentaires sur les rapports des Etats parties et, le cas échéant, les observations de ces derniers sur lesdits commentaires. Le Comité peut inclure les recommandations et suggestions générales qu'il juge appropriées eu égard à l'examen des rapports des Etats parties.

6. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmet les rapports du Comité aux Etats parties à la présente Convention, au Conseil économique et social, à la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, au Directeur général du Bureau international du Travail et aux autres organisations compétentes.

2. Le Président, révisant plusieurs propositions qui avaient été soumises au cours de consultations officieuses sur l'article 72, s'est référé aux paragraphes 4 et 6. S'agissant du paragraphe 4, il a dit qu'une proposition avait été faite pour remplacer l'expression "sans droit de vote" par l'expression "à titre consultatif", ajouter à la fin de ce paragraphe l'expression "lorsque des questions qui sont du ressort du BIT sont examinées", et supprimer le mot "deux" avant le mot "représentants". Au sujet du paragraphe 6, il avait été proposé d'ajouter une mention relative aux organisations non gouvernementales afin que les rapports du Comité leur soient également transmis.

3. En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 72, le Groupe de travail a examiné la question de savoir si les Etats devaient être invités aux délibérations du Comité et dans quelles conditions. Les représentants du Danemark, de l'Egypte, de l'Inde, de la Tunisie, de l'Algérie, de l'URSS, de l'Australie, de la Yougoslavie, de la Suède et d'autres pays ont souligné que les organes créés en vertu d'instruments internationaux et s'intéressant aux droits de l'homme avaient coutume d'inviter les représentants des Etats parties à participer aux réunions lorsque leurs rapports respectifs étaient examinés; les représentants des Etats parties présentent les rapports, répondent aux questions et fournissent les éclaircissements demandés par les organes en question; en pratique, cela permet d'établir un dialogue fructueux entre les Etats et les organes de supervision créés en vertu des conventions relatives aux droits de l'homme.

4. Certaines délégations favorables à ce point de vue ont estimé que cette pratique pouvait être clairement énoncée dans la Convention. Dans le présent rapport, le représentant du Mexique, appuyé par les représentants de l'Egypte et de la Colombie, a proposé l'addition suivante au paragraphe 1 de l'article 72 :

"Les Etats parties sont autorisés à participer aux réunions du Comité au cours desquelles leurs rapports respectifs sont examinés, selon des modalités à préciser dans le règlement intérieur du Comité lui-même."

5. D'autres représentants des pays favorables à la présence de représentants des Etats parties aux réunions du Comité lorsque leurs rapports respectifs font l'objet d'un examen, à savoir l'Algérie, l'URSS, l'Australie, la Yougoslavie et la Suède, ont estimé qu'il n'était pas nécessaire que la Convention établisse des dispositifs précisés à cet effet. Ils ont fait remarquer que cela amènerait la Convention à entrer dans des détails qui pouvaient être réglés par le Comité lui-même dans son règlement intérieur, ainsi que cela avait été le cas pour le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale créé en vertu de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Le règlement intérieur pourrait également prévoir des réunions privées du Comité, au cours desquelles celui-ci étudierait les recommandations éventuelles à adresser aux Etats parties dont il aurait examiné le rapport.

6. Le représentant du Danemark a suggéré d'ajouter à la fin du paragraphe 1 de l'article 72 la phrase suivante :

"Les Etats parties peuvent participer aux réunions du Comité."

Le Président a déclaré que cette phrase pouvait être interprétée comme signifiant que les Etats parties peuvent exiger d'être présents à toutes les séances du Comité. Le représentant de l'Inde a suggéré un amendement à la proposition danoise lequel consisterait à ajouter le membre de phrase "conformément au règlement intérieur devant être établi par le Comité". Le représentant de la Chine a suggéré la phrase : "Les Etats parties seront invités aux réunions du Comité."

7. Le représentant de l'Italie, soutenu par le représentant de la Grèce, a fait remarquer que l'article 72 tel qu'il était proposé dans le document A/C.3/43/WG.1/CRP.5 offrait toutes possibilités aux Etats parties d'établir un dialogue avec le Comité, et notamment celle de participer à ses réunions. Si les Etats parties étaient autorisés à participer à toutes les séances, les travaux du Comité risquaient d'en souffrir.

8. Le Président a suggéré comme compromis possible la formule suivante :

"1) Les Etats parties peuvent être invités à participer en tant qu'observateurs aux réunions du Comité. Ils ont le droit d'être représentés lorsque leurs rapports sont examinés."

9. Le représentant de la République fédérale d'Allemagne a suggéré que, compte tenu de la pratique suivie par les organes créés en vertu d'instruments internationaux et s'intéressant aux droits de l'homme, on pouvait, d'une part, mentionner dans l'article 72 la possibilité d'inviter les Etats parties à

participer aux séances et, d'autre part, inclure dans le rapport une déclaration explicative indiquant que le Groupe de travail semblait d'avis que les Etats parties ont évidemment la possibilité de participer aux séances lorsque leur rapport était examiné, sans que cela constitue une obligation.

10. Le Groupe de travail a décidé de reporter tout examen du paragraphe 1 de l'article 72 à une date ultérieure et de tenir des consultations officielles à ce sujet.

11. A la même séance, le Groupe de travail a examiné le paragraphe 2 de l'article 72. Le représentant de l'Australie a dit que des dispositions devaient être prises en vue de transmettre la documentation non seulement au BIT mais également à d'autres institutions, s'agissant des domaines de leur compétence. Il a proposé un paragraphe séparé 2 bis libellé comme suit :

"Le Secrétaire général peut également, après consultation avec le Comité, communiquer à d'autres institutions spécialisées le texte de telle ou telle partie de ces rapports et commentaires qui relève de leur domaine de compétence."

12. Le représentant de l'Egypte, se référant au délai de 90 jours donné au Secrétaire général pour la transmission des renseignements disponibles au BIT, a jugé que ce délai serait peu commode et s'est demandé quelles seraient les conséquences juridiques sur les travaux du Comité si ces informations n'étaient disponibles - et par conséquent transmises - qu'ultérieurement.

13. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que la transmission d'informations au BIT permettrait à ce dernier de remplir son rôle, à condition que le Comité accepte d'examiner les observations éventuelles du BIT. Il a proposé l'addition suivante au paragraphe 2 :

"Le Comité examinera au cours de ses délibérations toute observation écrite sur ces documents que pourrait faire le BIT sur les questions relevant de son domaine de compétence."

Le représentant du Canada a approuvé cette proposition.

14. Le représentant de l'Union soviétique a déclaré que l'article 72 devrait préciser clairement que c'était au BIT de fournir des informations au Comité et non aux Etats parties d'en fournir au BIT. Dans le texte proposé dans le document A/C.3/43/WG.1/CRP.5, ce qu'il fallait entendre par l'expression "tous les renseignements dont il dispose" n'était pas clair, et il préférerait par conséquent la formulation du paragraphe 1 bis b), qui avait été suggérée après la première lecture (A/C.3/39/WG.1/WP.1). La proposition des Etats-Unis tendrait à transformer les représentants du BIT en experts *ès* qualité du Comité. Si les experts de ce comité devaient tenir compte de l'opinion du BIT, cela risquait de nuire à leur indépendance. Le représentant de l'Egypte, partageant les mêmes préoccupations, a fait remarquer que les représentants du BIT avaient des compétences techniques dont ils pourraient faire bénéficier le Comité en qualité de conseillers.

15. Se référant à l'expression "tous les renseignements dont il dispose" figurant au paragraphe 2, les représentants de l'Italie et des Pays-Bas l'ont interprétée comme désignant les rapports des Etats parties, que le Secrétaire général devait envoyer au BIT. Le représentant des Pays-Bas, tout en soulignant l'importance du rôle du BIT, a déclaré que la proposition des Etats-Unis présentait certains inconvénients, à savoir qu'elle ne tenait pas compte du fait que le BIT n'était pas habilité à donner des avis sur tous les articles de la Convention; aussi a-t-il préféré qu'il soit fait référence au BIT au paragraphe 3.
16. S'agissant du paragraphe 4 de l'article 72, le représentant de la Finlande a dit qu'il ne pouvait pas accepter la phrase "lorsque les questions relevant de la compétence du BIT sont examinées". Le représentant de la Grèce a dit que le paragraphe 4 devrait spécifier que deux représentants du BIT doivent participer aux réunions du Comité.
17. Après de nouveaux débats, le Groupe de travail a décidé d'en revenir à des consultations officielles.
18. A sa 13e séance, le 5 octobre 1988, le Groupe de travail a repris l'examen de l'article 72.
19. Le représentant de la République fédérale d'Allemagne a proposé que, dans le cas où la proposition du représentant des Etats-Unis relative au paragraphe 2 ne serait pas adoptée, le paragraphe 3 fasse explicitement mention du Bureau international du Travail. Il s'est aussi demandé si l'on pouvait considérer que les "autres organes intéressés" mentionnés au paragraphe 3 incluaient les organisations non gouvernementales.
20. Le représentant du Canada a déclaré que la proposition faite par le représentant des Etats-Unis au sujet du paragraphe 2 méritait d'être examinée, mais qu'elle serait superflue si les termes de ce paragraphe étaient repris au paragraphe 3. Il a estimé avec le représentant du Cap-Vert que le paragraphe 3 devrait faire explicitement mention des organisations non gouvernementales. Le représentant de la Suède s'est rallié à la position du représentant du Canada.
21. Le représentant de l'URSS a fait savoir que, pour lui, le paragraphe 3 figurant dans le document A/C.3/43/WG.1/CRP.5 ne posait pas de réel problème et que l'expression "d'autres organes intéressés" s'appliquait aussi aux organisations non gouvernementales.
22. Le représentant des Pays-Bas a indiqué qu'il était pour l'essentiel satisfait du paragraphe 3 et que, si l'on y faisait explicitement mention de l'Organisation internationale du Travail, la proposition des Etats-Unis relative au paragraphe 2 deviendrait inutile.
23. Le représentant des Etats-Unis a indiqué que la contribution de l'Organisation internationale du Travail aux travaux du Comité devait être considérée comme de droit et a estimé qu'il fallait énoncer clairement que le Comité devait envisager cette contribution. Selon lui, l'expression "d'autres organes intéressés" s'appliquait aussi aux organisations non gouvernementales.

24. La représentante du Maroc s'est déclarée satisfaite, comme le représentant des Pays-Bas, par le texte du paragraphe 3 figurant dans le document A/C.3/43/WG.1/CRP.5, moyennant toutefois un léger éclaircissement.

25. Le représentant de l'Italie a lu une proposition de texte pour les paragraphes 2 et 3, libellée comme suit :

"2. jours au moins avant l'ouverture de chaque session ordinaire du Comité, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmet au Directeur général du Bureau international du Travail une copie des rapports présentés par les Etats parties intéressés et tous les renseignements dont il dispose pour permettre au Bureau de l'aider au moyen de toute observation et tout document que celui-ci pourrait fournir concernant les questions traitées par la Convention et qui entrent dans son domaine de compétence.

3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies peut aussi, après consultation avec le Comité, transmettre à d'autres institutions spécialisées ainsi qu'à des organisations intergouvernementales et à d'autres organes intéressés des copies des parties de ces rapports qui relèvent éventuellement de leurs domaines de compétence et les inviter à soumettre par écrit, pour examen par le Comité, des informations sur ces questions."

26. Le représentant de l'URSS a déclaré au sujet de la proposition faite par le représentant de l'Italie qu'il faudrait traiter dans des paragraphes séparés les relations entre l'Organisation internationale du Travail et le Comité, et celles des autres organismes des Nations Unies avec le Comité.

27. La représentante du Maroc a exprimé son appui au texte proposé pour le paragraphe 2 par la délégation italienne, mais a suggéré de supprimer le paragraphe 3 et de le remplacer par le paragraphe suivant :

"Le Secrétaire général transmet au Comité tout autre renseignement qu'il reçoit au sujet de la Convention."

28. Le représentant des Pays-Bas a déclaré au sujet de la proposition italienne que l'initiative ne devrait pas incomber au Secrétaire général, mais qu'il faudrait plutôt remplacer "le Secrétaire général" par "le Comité peut, par l'intermédiaire du Secrétaire général". Le représentant du Danemark a approuvé cette proposition.
